

Indépendants

DÉPARTEMENT DU NORD
LILLE - Première Circonscription

Elections Législatives
de Novembre 1958

Électeurs, Electrices,

10.945 suffrages m'ont porté, nettement détaché, en tête du premier tour de scrutin de la Première Circonscription de Lille.

Ainsi, malgré des attaques sordides et un nombre de candidats destinés à désorienter l'opinion publique, **30 % DES ELECTEURS ONT CHOISI SUR MON NOM DES IDÉES ET UN HOMME.**

Je les remercie de cette confiance qui représente pour moi une récompense et une consigne d'action.

Il s'agit maintenant de franchir la dernière étape, celle de la victoire définitive.

Mais, désormais cette compétition que j'avais menée en toute clarté sur le plan des principes, va changer de style. C'est au M.R.P. que nous le devons. Largement distancé de 1830 voix, il refuse de s'incliner devant le verdict du Corps Électoral : **IL A SOLlicité ET OBTENU LE DÉSISTEMENT A SON PROFIT DU CANDIDAT SOCIALISTE.**

Ainsi la situation apparaît bien nette : un candidat a été mis en avant par le Corps Électoral, il faut l'abattre par tous les moyens.

Les tâches ont été réparties : à **ma droite**, je trouve derrière VANCALSTER un petit groupe anonyme de ratés et d'envieux qui lui soufflent ses élucubrations ; c'est l'équipe chargée des « basses œuvres », attaques personnelles, calomnies, etc...

A **ma gauche**, sous le signal de détresse, se reforme la collusion fondamentale qui a amené la IV^e République à sa perte : celle du M.R.P. et des Socialistes.

Que signifie la Collusion M.R.P. - SOCIALISTES ?

Je prends comme un hommage personnel le désistement de M. BÉREAUX, S.F.I.O., en faveur du candidat M.R.P. ; **c'est la seule opération du genre dans la région** ; elle marque avec netteté la volonté désespérée du Parti Socialiste de me barrer la route. Dans le Nord, le M.R.P. a toujours été pour la S.F.I.O. un complice empressé et docile ; il faut toute l'importance déterminante qu'on accorde à mon entrée dans la vie publique pour que ce complice soit aujourd'hui l'objet d'un désistement sans précédent. La S.F.I.O. préfère se retirer dans la Première Circonscription plutôt que de m'y voir.

Cette attitude est explicable :

POUR LE SOCIALISME, je suis, au sens parlementaire du terme, un obstacle naturel :

— Je lutte pour la défense des producteurs et des commerçants libres contre les méthodes fiscales et para-commerciales que le parti socialiste a élaborées pour éteindre progressivement la liberté économique.

— Je lutte contre la centralisation parisienne qui est la cause fondamentale de l'immobilisme social et qui constitue cependant, pour la S.F.I.O., le levier essentiel de l'étatisation.

— Je lutte pour la liberté de l'enseignement dont la suppression s'inscrit aux premières lignes du Bréviaire socialiste.

QUANT AU M.R.P., la décision qu'il vient de prendre dissipe bien des équivoques traditionnellement entretenues pour essayer de trouver des concours tour à tour sur sa droite et sur sa gauche : **la liberté de l'enseignement, à l'égard de laquelle j'avais été seul, bien entendu, à prendre des engagements ÉCRITS**, ne serait-elle, par hasard, pour le M.R.P., qu'une simple plateforme électorale qu'on emprunte ou qu'on abandonne suivant les circonstances ?

N'y a-t-il pas enfin de quoi s'étonner — mais les socialistes, eux, ne s'étonneront pas car ils connaissent leurs interlocuteurs — que le secrétariat du M.R.P. se soit tenu, pendant ces dernières semaines, en liaison étroite avec le Centre des Indépendants pour mener en commun, comme disait l'un des principaux dirigeants « une action anti-marxiste »... ?

La collusion M.R.P. - Socialiste, à laquelle l'électeur se voit convié, a constitué pendant 12 ans le ciment d'un régime que le corps électoral a rejeté le 28 septembre dernier, par 80 % de suffrages. Elle a assuré pendant ces mêmes années la progression constante des voix communistes dans le pays, progression qui n'a pu être stoppée, avec la netteté que l'on sait qu'à l'appel du Général de Gaulle et sous le signe des institutions nouvelles.

Pourquoi suis-je ainsi visé ?

Comme responsable économique ? Monsieur Guy MOLLET, lui-même, au cours d'une déclaration retentissante, avait cependant souhaité — en novembre 1957 — que certains chefs d'entreprises acceptent d'assumer les responsabilités parlementaires.

Pourquoi les socialistes se donnent-ils donc aujourd'hui tant de peine pour m'empêcher de répondre à cette invite ?

Comme animateur de l'organisation économique régionale ? Mais ne ferions nous pas mieux de nous unir, quelles que soient nos étiquettes politiques, pour une œuvre de construction devant la menace de la récession et pour préparer l'avenir de nos jeunes !

Le M.R.P. et le Socialisme n'ont pas le droit, pour régler des comptes politiques aujourd'hui dépassés, de laisser peser sur les travailleurs de cette région un dirigisme parisien qui œuvre au profit du Sud de la France et constitue une menace directe pour l'avenir du Nord et du Pas-de-Calais.

Comme défenseur des libertés élémentaires de la famille et de l'enseignement ? Comme si ces libertés n'étaient pas inséparables de la tolérance et de l'Unité nationale !

Comme seul candidat soutenu par les Indépendants et l'U.N.R. ? Sans doute ; mais, tour à tour, le Référendum et les Elections du 23 novembre ont montré que le Corps Electoral entendait rejeter le régime des partis. Et par quoi, en vérité, ce régime peut-il être plus exactement symbolisé que par le duo sentimental M.R.P.-Socialistes des 12 dernières années ?

Aux yeux du Corps Electoral, la situation est claire : l'homme que je suis, dont les activités ont été menées au grand jour depuis 10 ans, sans le moindre instant de sectarisme, est aujourd'hui l'objet d'une manœuvre rageuse où tous les coups sont bons, parce qu'il a voulu placer sa candidature non pas sur le terrain des combines politiques, mais sur la base fondamentale des intérêts majeurs de la région et du pays.

Je me battraï jusqu'à la victoire parce que je sais que je ne me bats pas seul : mes objectifs et mon action répondent aux aspirations profondes des électeurs de la Première Circonscriptions de Lille.

Electeurs, Electrices... la décision vous appartient !

Remplaçant éventuel :

Marcel CALOONE

Maire de Lambersart

Bertrand MOTTE

Conseiller Général

Chevalier de la Légion d'Honneur

Présenté par le Centre des Indépendants

Soutenu par l'U.N.R. (Union pour la Nouvelle République)

Vu : Le Candidat.

Imp MOREL & CORDUANT, Lille